

Reporters sans frontières

**Ouzbékistan : élection présidentielle
du 23 décembre 2007**

**« Tout est décidé au sommet, c'est le centralisme
démocratique »**

Des médias publics au service du président Karimov

**« Tout est décidé au sommet, c'est le centralisme
démocratique »**

Des médias publics au service du président Karimov

- ✓ **Couverture de l'élection présidentielle du 23 décembre 2007
par les médias publics** **3 - 8**

- ✓ **Les risques du métier, les difficultés d'une pratique** **9 - 14**

Du 19 au 28 novembre 2007, Reporters sans frontières s'est rendue en Ouzbékistan avec un visa touriste afin d'évaluer la situation de la liberté de la presse et mettre en place une mission de *monitoring* de la couverture médiatique de la campagne pour l'élection présidentielle du 23 décembre 2007.

Les 16 millions d'électeurs ouzbeks devraient réélire sans surprise Islam Karimov, qui fêtera ses soixante-dix ans en janvier prochain, pour un troisième mandat présidentiel.

Lors des précédentes élections à la magistrature suprême, en 1991 et 2000, l'ancien premier secrétaire du Parti communiste de l'Ouzbékistan l'avait emporté avec respectivement 86 et 91,9 % des suffrages. En 1991, un candidat de l'opposition avait pu être enregistré, le poète Mouhammad Solih. Mais il a dû s'exiler depuis et l'unique concurrent d'Islam Karimov lors de la présidentielle de 2000, Abdukhafiz Jalalov, a publiquement déclaré avoir voté pour le président sortant.

La Constitution ouzbèke interdit en principe à tout président d'exercer plus de deux mandats consécutifs. Cette modification n'ayant été introduite qu'en 2002, un doute juridique persiste sur le droit d'Islam Karimov à briguer une troisième magistrature suprême.

Pour le scrutin de 2007, le chef de l'Etat est en concurrence avec trois candidats, dont une femme – une première – dont aucun n'est une personnalité publique d'envergure et qui tous soutiennent le régime d'Islam Karimov. La répression exercée par les autorités depuis plusieurs années a contraint l'opposition séculaire ou religieuse à l'exil, tous les partis d'opposition véritables ayant été interdits.

Couverture de l'élection présidentielle du 23 décembre 2007 par les médias publics

La campagne pour l'élection présidentielle du 23 décembre 2007 a débuté le 19 novembre, et s'est achevée le 22 décembre. Reporters sans frontières a effectué, sur place, un *monitoring* de la couverture de la campagne électorale par les médias publics, du 26 novembre au 22 décembre.

Les médias qui ont fait l'objet de ce *monitoring*, sont trois quotidiens - *Halk Suzy*, *Narodnoe Slovo* (La voix du Peuple) et *Pravda Vostoka* (La vérité de l'Orient)-, deux chaînes de télévision, *Uzbekistan* et *Yoshlar*, ainsi que *Radio Uzbekistan*.

L'équipe a observé les bulletins d'information, les programmes spéciaux consacrés aux élections ainsi que les émissions à caractère politique des chaînes nationales *Uzbekistan* et *Yoshlar*, ainsi que de *Radio Uzbekistan*. L'analyse a également porté sur les articles parus dans les quotidiens *Halk Suzy*, *Narodnoe Slovo* et *Pravda Vostoka* consacrés à l'élection, à l'activité du Parlement et à celle du gouvernement.

L'Ouzbékistan

Avec près de 27 millions d'habitants pour une superficie de 447 400 km², l'Ouzbékistan est la plus peuplée et la plus enclavée des cinq républiques de l'Asie centrale post-soviétique. Dirigé depuis le 1^{er} juin 1989 par Islam Karimov, alors premier secrétaire du Parti communiste d'Ouzbékistan, le pays a proclamé son indépendance le 1^{er} septembre 1991.

Sa population compte 87 % d'Ouzbeks, et de nombreux représentants de minorités ethniques, parmi lesquelles des Russes (5%) et des Tadjiks (4%). Le pays est majoritairement turcophone et musulman sunnite. Après avoir longtemps servi de vitrine à l'Union soviétique qui voyait en lui l'alliance réussie de la modernité socialiste et de l'islam, l'Ouzbékistan est désormais sous le coup d'un autoritarisme que le pouvoir justifie officiellement par la lutte contre le terrorisme islamique. Le pays est également confronté à un appauvrissement considérable de la population, dont près de la moitié a moins de 15 ans.

Le président Karimov omniprésent à l'antenne des médias audiovisuels

Bulletins et programmes d'information

D'une manière générale, la campagne électorale a été la grande absente des bulletins et des programmes d'information des médias audiovisuels, qui se sont concentrés sur des sujets à caractère social ou économique.

En particulier, la chaîne *Uzbekistan* a consacré 5 heures 41 minutes à des sujets où aucun acteur impliqué dans la campagne n'était mentionné, 3 heures 05 minutes au président sortant et 2 heures 03 minutes aux candidats. Dans un registre similaire, *Yoshlar* a consacré 3 heures 15 minutes à des reportages sans aucun acteur politique pertinent, 2 heures 48 minutes à l'activité présidentielle et près d'une demi-heure aux candidats. *Radio Uzbekistan* n'a diffusé que 17 minutes et 30 secondes consacrées aux candidats, contre 1 heure 23 minutes à l'activité présidentielle et 3 heures 14 minutes de programmes sans acteur politique pertinent.

Aucun électeur n'est apparu dans les sujets consacrés au scrutin et aucun débat n'a été organisé à l'antenne. De la même manière, aucune émission comparant les programmes des différents candidats n'a été diffusée. D'une manière générale, les émissions ne contenaient aucun appel d'un candidat à voter pour lui et le public n'a pas eu l'occasion d'entendre les discours des candidats. Durant l'ensemble de la période du *monitoring*, le pouvoir exécutif, dont le Président Karimov et le Parlement, a bénéficié du plus grand nombre de citations directes à l'écran.

La chaîne de télé *Uzbekistan* et *Radio Uzbekistan* ont diffusé des reportages sur les quatre candidats dans leurs journaux d'information, même si le candidat Karimov a bénéficié d'un avantage certain. Sur la première chaîne, 1 heure 04 minutes lui a été consacrée, contre 59 minutes aux trois autres candidats. Sur *Radio Uzbekistan*, il a bénéficié de onze minutes, contre 9 minutes et 48 secondes allouées aux autres candidats. *Yoshlar* n'a diffusé que des sujets consacrés au candidat Karimov dans ses bulletins d'information. Un seul autre candidat, Asliddine Roustamov, l'un des vice-présidents de la chambre basse du Parlement,

du Parti démocratique populaire (considéré comme l'héritier du Parti communiste soviétique) a été mentionné sur ses ondes, pour une durée de...72 secondes.

Les programmes d'information des médias audiovisuels n'ont pas correctement informé les électeurs des choix politiques s'offrant à eux. Le public a été totalement oublié des sujets consacrés à la campagne.

Emissions spéciales

La compagnie nationale de radio-télévision (CNRT) a signé un accord avec la Commission électorale centrale (CEC). Selon ce dernier et les dispositions légales concernant la campagne pour l'élection présidentielle, la compagnie publique joue un rôle centrale dans la couverture de la campagne. Elle doit accorder un accès équitable aux candidats dans des émissions spéciales, tant sur ses chaînes télévisées qu'à la radio.

La couverture de la campagne par la télévision publique a notamment pris la forme de programmes d'accès gratuit, c'est-à-dire, d'interviews enregistrées des candidats, de sujets consacrés à leurs rencontres avec les électeurs, et de spots officiels d'une durée de soixante secondes environ.

Ces programmes s'organisaient en séries et étaient diffusés en prime time plusieurs fois par semaines sur les deux chaînes. Les sujets consacrés aux *meetings* des candidats, diffusés dans les journaux d'information et dans les programmes spéciaux étaient identiques d'une chaîne à l'autre. La radio nationale a quant à elle rediffusé les programmes spéciaux diffusés par la chaîne *Uzbekistan* et n'a réalisé aucun reportage ou sujet en propre.

Les candidats ont bénéficié de l'opportunité de présenter leurs programmes et de répondre aux questions peu critiques de modérateurs. Islam Karimov a obtenu le moins de temps d'antenne dans les émissions spéciales et ce parce qu'il n'a pas présenté son programme dans le cadre d'une interview enregistrée. Ce constat est valable pour les deux chaînes télévisées - dont les émissions étaient sensiblement identiques - comme pour la radio. Cette dernière, a simplement rediffusé les reportages des chaînes de télévision.

Islam Karimov

Le 29 décembre 1991, Islam est élu à la présidence de la République avec 87 % des suffrages. Il prête serment sur le Coran. En 1997, un referendum prolonge son mandat jusqu'en 2000. Le 9 janvier de la même année, il est confirmé dans ses fonctions pour un nouveau mandat de cinq ans avec 91,9 % des suffrages. En 2002, un nouveau referendum porte le mandat présidentiel de cinq à sept ans.

Le 23 décembre 2007, celui qui figure dans la liste des «Prédateurs de la liberté de la presse » de Reporters sans frontières, devrait être confortablement réélu à la tête de l'exécutif ouzbek, au terme d'un scrutin où il est en concurrence avec trois autres candidats sans envergure dont aucun n'est un véritable opposant.

Enfin, si le candidat Karimov a bénéficié du plus petit temps d'antenne dans ces programmes spéciaux, ses spots de campagne étaient les seuls dans lesquels le nom du candidat était prononcé. Le nom des autres candidats n'ayant jamais été prononcé dans leurs spots, le président sortant a bénéficié d'un avantage sensible, tout particulièrement auprès des auditeurs de la radio.

Le chef de l'Etat en Une bien plus souvent que ses « adversaires »

Les quotidiens inclus dans le *monitoring* ont accordé à la couverture de la campagne un espace dans chacune de leurs éditions. Cette rubrique était située en première page et signalée par une mise en page particulière. Tous les candidats ont fait l'objet d'articles, mais la couverture n'a traité que des réunions publiques. Le contenu de ces articles était quasiment identique, et était fourni par l'agence de presse d'Etat UzA. Des descriptions toute faites des candidats ont été notamment répétées dans tous les reportages.

Le candidat Karimov, par exemple, était toujours associé aux réformes et aux succès économiques, alors que les autres candidats étaient présentés comme « témoignant d'une alternative dans le processus démocratique des élections ». L'espace accordé aux différents candidats était variable, avec une constante toutefois : celui alloué au candidat Karimov était toujours plus important. Il a totalisé 6 228 cm² (contre 3 480 pour ses concurrents) dans *Halk Suzy*, 6 932 cm² (versus 3 148) dans *Narodnoe Slovo*, et 5 446 cm² (contre 3 220) dans *Pravda Vostoka*.

Les articles consacrés à l'actualité générale abordaient largement les activités du gouvernement, du Parlement et du chef de l'Etat. Ces articles rendaient compte principalement d'activités protocolaires, de réalisations économiques et sociales. Il en résulte que la part du Président sortant dans ces trois quotidiens est comparable uniquement à celle des sujets vides de toute mention d'un acteur politique pertinent. Par exemple, *Halk Suzy* a consacré 26 944 cm² au Président contre 9 381 cm² à des sujets sans acteur politique et *Narodnoe Slovo*, 16 937 cm² contre 10 236.

Un avantage quantitatif considérable pour le candidat sortant

Dans l'ensemble des médias inclus dans le *monitoring*, il a été noté une multitude de sujets consacrés aux succès économiques et sociaux dans le pays, sans aucune référence à leurs initiateurs ou à leurs soutiens. En revanche, il était systématiquement fait mention du Président et du gouvernement pour des événements tels, que le lancement de « L'année de la Jeunesse » ou de « L'année de la protection sociale ». Le tout finissant par laisser penser que le pouvoir en exercice était l'unique acteur politique du pays.

Le pouvoir exécutif a bénéficié dans les bulletins informations d'un avantage quantitatif considérable. Il a été largement cité ou a fait l'objet de reportages, y compris d'articles, sans lien direct avec l'élection, mais diffusés en période de campagne électorale. Nombre de ces reportages ont présenté la stabilité sociale et économique du pays comme le résultat de l'action du président Karimov, au net désavantage des autres candidats.

Généralement, l'orientation de la couverture médiatique a été positive ou neutre. Aucun événement négatif n'a été mentionné dans l'actualité nationale. Au contraire, l'actualité

internationale a été associée très fréquemment à des événements négatifs comme des catastrophes naturelles, des accidents de la route, etc.

Recommandations

S'appuyant sur ces conclusions, Reporters sans frontières recommande aux médias publics lors des prochains scrutins présidentiels :

- tout en conservant le principe d'accès égal à tous les candidats et de respect des réglementations nationales, de développer une approche plus variée de la couverture de la campagne et notamment d'inclure des débats permettant notamment de discuter les performances passées des candidats et de se rapprocher de la vie quotidienne du public;
- d'augmenter la part des reportages d'information, et d'offrir une couverture plus large de la campagne en général dans les journaux d'information ;
- de développer une politique éditoriale indépendante et de limiter la diffusion de programmes conférant un avantage indu au président en exercice.

Cadre juridique de la campagne

Le cadre légal de la couverture de la campagne pour l'élection du 23 décembre 2007 est défini par le « Règlement de la Commission Electorale Centrale concernant l'usage des médias par les candidats, les partis politiques et les groupes de pression », ainsi que par l'« Accord entre la Commission Electorale Centrale et la Compagnie de radio-télévision nationale ouzbèke ». Le premier s'ancre dans la « Loi sur l'Élection du Président de la République d'Ouzbékistan », la « Loi sur les médias » et la « Loi sur la Commission Electorale centrale ».

Le règlement prévoit que la campagne s'ouvre le jour de l'enregistrement des candidats et interdit toute campagne le jour de l'élection. Le document met l'accent sur l'équité dans l'accès de tous les candidats aux médias tant écrits qu'audiovisuels. Les médias sont dans l'obligation de contrôler et de garder des traces des temps et espaces accordés à chaque candidat et d'en informer la CEC. Les médias publics sont tenus d'allouer gratuitement de l'espace et du temps d'expression aux candidats. Aucune autre disposition n'encadre l'accès de ces derniers aux médias privés.

Les dispositions prévoient une limite maximum de temps et d'espace gratuits : quarante minutes chaque semaine par candidat et par chaîne, et pas plus de 10 % de l'espace total des quotidiens. Les candidats peuvent acheter de l'espace ou du temps d'antenne, (à des tarifs égaux pour chacun d'eux), dans la limite du temps d'antenne ou de l'espace gratuits maximums prévus. Il n'existe pas de plafond de dépenses. L'argent doit être versé au média via la CEC. Le règlement interdit la censure ou la modification des matériaux fournis par les candidats.

Les médias doivent s'abstenir de toute déclaration diffamatoire ou insultante, ils sont mis en garde contre la propagande d'activités anti-constitutionnelles, d'incitation à la haine raciale ou religieuse, à la guerre ou d'activités pouvant mettre en péril la santé ou le moral de la population. Le caractère vague de ces dispositions favorise des interprétations variées. Ainsi, les activités caritatives des candidats ne peuvent pas être couvertes.

En cas d'infraction à la réglementation, aucune réparation légale n'est prévue, hormis un droit de réponse et la possibilité d'un réexamen par un tribunal si ce droit de réponse était refusé par le média en question. Aucune des deux agences nationales supervisant l'activité des médias ni la CEC ne sont considérées comme des institutions pouvant recevoir et traiter les plaintes éventuelles des candidats.

L'ordre et le calendrier de diffusion des émissions spéciales dédiées à l'élection sur les chaînes télévisées et la radio publiques figurent dans les annexes du Protocole d'accord entre la CEC et la CNRT. Ce dernier limite également à quinze minutes le temps total alloué au spot de chaque candidat sur chaque chaîne, sans préciser si cette disposition s'applique à l'accès libre ou aux accès libre et payant.

Les risques du métier, les difficultés d'une pratique

Reporters sans frontières a rencontré près de la moitié des journalistes indépendants encore présents sur le territoire de la République d'Ouzbékistan. Le pays figure en 160^e position sur 169 pays dans le dernier classement mondial de la liberté de la presse de l'organisation. Tous ont accepté de témoigner, mais sous le couvert de l'anonymat.

« Tout est décidé au sommet, c'est le centralisme démocratique ».

Un journaliste de longue date qui a travaillé dans de nombreux pays d'Asie centrale, y compris l'Afghanistan, confie d'emblée : « Même là-bas, les gens parlent plus librement qu'ici .» Ce constat est partagé par beaucoup de journalistes ouzbeks. D'aucuns vont jusqu'à dire qu'il n'existe pas de médias indépendants en Ouzbékistan, que l'appareil d'Etat et l'administration présidentielle vérifient tout ce qui est publié dans la presse locale. « Chaque journaliste employé par un média ouzbek est dépendant comme à l'époque soviétique. Les propriétaires veulent que leurs médias défendent leurs intérêts. Tout est décidé au sommet, c'est le centralisme démocratique », ajoute-t-il.

Bon nombre de professionnels des médias ont quitté, parfois fui, le pays. « Les meilleurs sont partis et ceux qui les ont remplacés n'ont bien souvent aucune formation de journaliste et aucune compréhension de ce métier », confie la collaboratrice locale d'un média étranger. Ceux qui restent et travaillent pour la presse locale ont retenu la leçon. Beaucoup tiennent pour acquis qu'il est impossible d'aborder tel ou tel sujet. De la même manière que bon nombre de journalistes étrangers estiment qu'il est impossible de réaliser un reportage en Ouzbékistan et que les ONG ne sollicitent plus guère de visas. La dissuasion, résultat de la répression féroce des dernières années, fonctionne à plein. « Il est pourtant possible de faire du journalisme ici, mais beaucoup n'essaient même pas », déplore cette journaliste.

Au-delà de cette envie, qui sonne aussi comme une condamnation de ceux qui se conforment aux injonctions du pouvoir, existe une accablante réalité. Les employés des médias ouzbeks ont bien du mal à gagner leur vie. Ils reçoivent en moyenne 100 dollars par mois, somme insuffisante, même pour se nourrir. Comment vivre dans ces conditions ? Certains proposent parfois des reportages « promotionnels » contre rémunération. Plus souvent, ils ont un deuxième emploi. Bien d'autres ont quitté le pays ou cherchent à le quitter.

Quels sujets peuvent-ils aborder? Le sport, la culture, les traditions. On peut même, selon certains, traiter des sujets de société comme le sida, la toxicomanie, le trafic de drogue. A la condition expresse d'insister sur le fait que le gouvernement fait tout ce qu'il est possible de faire pour endiguer le problème.

Au moindre écart, les journalistes savent qu'ils seront sanctionnés et les règles changent en permanence. Ce dont il était possible de parler hier encore est tabou aujourd'hui. Une métaphore ou une plaisanterie est susceptible d'être surinterprétée ou, au contraire, prise au pied de la lettre. « Tu sais, il y a une anecdote à ce sujet, raconte un journaliste. Lors d'une émission de divertissement qu'il animait, un journaliste a interviewé un médecin sur des remèdes que l'on peut se procurer sans ordonnance pour soigner les petits maux quotidiens.

Après une longue énumération, le journaliste a osé un trait d'esprit, sur la bombe qu'on pourrait fabriquer si on rassemblait tous ces produits. Il a été renvoyé. »

Un autre, chargé du bulletin météorologique dans un programme dédié à la jeunesse sur une chaîne publique a dû modifier un commentaire. Il avait prévu d'annoncer : « Il fera chaud, mais grâce au Nord, pas trop chaud . » On lui a demandé : « Qu'est-ce que cela veut dire ? Tu penses à la Russie ? » L'imprévisible est la règle en Ouzbékistan.

Des traîtres qui vendent leur pays pour des dollars

Les journalistes indépendants, ceux qui travaillent pour des sites Internet basés à l'étranger ou pour la presse étrangère, ne sont guère mieux lotis. Ils ne sont qu'une vingtaine pour tout le pays, dont la moitié dans la capitale. C'est une communauté qui se rencontre le plus souvent virtuellement, et qui souffre de l'isolement nécessaire à sa protection.

Des « traîtres qui vendent leur pays pour des dollars », des marionnettes « manipulées par des puissances étrangères jalouses des succès de l'Ouzbékistan », c'est ainsi que la rhétorique du pouvoir qualifie ces journalistes. « Les journalistes de médias étrangers sont assimilés à des espions. Les autorités ne comprennent pas nos méthodes de travail. Après la révolution en Ukraine notamment, il y a eu de nombreuses arrestations. Des membres des services secrets ou du Département de lutte contre le terrorisme venaient nous interroger. Ils nous convoquaient, nous soupçonnaient de payer les gens pour acheter des témoignages. Des campagnes de discréditation ont été montées de toutes pièces », déplore l'un d'eux.

Les difficultés auxquelles ils se heurtent sont innombrables. Elles couvrent un large spectre qui va de la tracasserie administrative à l'agression pure et simple, sans exclure la possibilité d'une arrestation. Certains ont été menacés via l'Internet, au moyen de messages faisant état de ce qui était arrivé à d'autres journalistes indépendants. D'autres ont reçu des appels téléphoniques menaçants, ou essuyé des jets de pavés chez eux et dans des lieux publics. Des affiches ont été collées dans les rues de la capitale offrant des services érotiques et indiquant pour numéro de téléphone celui d'une journaliste dérangeante. Il y a eu, bien sûr, des arrestations, des procès, mais aussi, plus rarement, des passages à tabac – au moins deux en 2005, dont celui d'Oulougbek Khaïdarov. Parfois, c'est au matériel qu'on s'en prend. Le quotidien russe, *Troud*, a cessé de paraître, parce que les rotatives servant à l'imprimer sont officiellement en réparation, et ce depuis un an et demi. Seule l'administration présidentielle pourrait faire relancer les machines.

« Nous sommes tous des prisonniers politiques virtuels et les autorités peuvent faire ce qu'elles veulent de nous », souligne un journaliste. Djamshid Karimov, collaborateur de sites Internet critiques et neveu du président, en fait la triste expérience. Il est interné de force en hôpital psychiatrique depuis octobre 2006. Le 12 septembre de la même année, il avait disparu des rues de Jizzak (sud-ouest de Tachkent), après avoir rendu visite à sa mère hospitalisée. Il avait réapparu quelques semaines plus tard à l'hôpital psychiatrique de Samarkand, où il est depuis interné contre son gré et ce, bien que les médecins de l'hôpital psychiatrique aient admis que le journaliste était « un homme équilibré, en bonne santé, intelligent et éduqué ».

Les journalistes reçoivent aussi des « conseils amicaux », parfois des remontrances. On leur fait savoir que « s'ils se comportaient mieux, tout serait plus facile » pour eux et leur famille. « On ne sait jamais quand un malheur peut arriver. Si tu écris sur un sujet sensible, alors tu commences à remarquer que des gens te suivent, qu'ils posent des questions sur toi à tes voisins, on tente de te faire peur », commente un jeune journaliste de Tachkent. « On m'a dit que j'étais sur écoute. Mes e-mails sont lus. Cela ressemble à la guerre froide. Et la seule question qui ait un sens est : quelle est la limite ? », s'interroge un autre.

Les médias étrangers qui emploient des journalistes ouzbeks dans le pays, - aucun journaliste étranger n'est basé en permanence en Ouzbékistan - sont souvent contraints à des arbitrages délicats et à des acrobaties administratives. Ils sont soumis à la loi du 24 février 2006 qui contraint leurs collaborateurs locaux à solliciter une autorisation auprès du ministère des Affaires étrangères (MID). Ceux qui ne le font pas sont de facto dans l'illégalité. Ils peuvent alors être poursuivis en justice, à l'instar de Natalia Bouchouïeva, collaboratrice de la *Deutsche Welle*, mise en examen pour défaut d'accréditation en mars 2007 et qui a choisi l'exil. Quand ils entreprennent ce long processus, ils doivent attendre une décision arbitraire, parfois plusieurs mois. Quand ils reçoivent enfin cette autorisation, elle est parfois d'une durée plus courte que celle prévue par la loi. Dans l'intervalle, les petits arrangements sont de mise. Il n'est pas rare que les médias étrangers doivent choisir entre publier un article sur un sujet pertinent, mais sensible, ou se taire pour maintenir leur présence dans le pays. D'autres emploient officiellement des techniciens, qui effectuent en réalité un travail de correspondant et envoient leurs informations à Moscou, d'où elles sont publiées sous une autre signature.

Accéder à l'information officielle relève également de la gageure. Comme le souligne l'un des journalistes travaillant pour un média étranger, « en pratique, on ne peut plus s'adresser au service de presse du MID. Avant Andijan, nous pouvions. Maintenant, soit ce sont des policiers qui nous répondent, soit il n'y a plus personne pour transmettre des informations. C'est le résultat des instructions des autorités qui veulent que l'information officielle transite par un seul canal. En l'occurrence : *Press-uz.info*. Officiellement il s'agit du site du club des jeunes journalistes de l'Université ouzbèke des langues étrangères, mais en réalité, il ne répond qu'aux directives du Comité de sécurité du président de la République d'Ouzbékistan. »

La révolte d'Andijan

Le 13 mai 2005, un soulèvement survient dans la région d'Andijan, situé dans la vallée de Ferghana, théâtre de nombreux affrontements interethniques. Il a pour origine le procès de 23 hommes d'affaires suspectés d'appartenir à une secte islamique « Akramiya ». Les troupes font feu sur la foule. Les organisations de défense des droits de l'homme estiment que plus de 800 personnes ont été victimes de la répression. Les autorités, elles, en reconnaissent officiellement 170 et soutiennent qu'elles ont réagi à une attaque d'extrémistes islamistes aidés de l'extérieur.

Les difficultés ne s'arrêtent pas là. Dans un pays où toutes les décisions sont centralisées et où la *nomenklature* se divise en clans rivaux, il est avant tout utile d'avoir de bons « contacts ». Un journaliste raconte qu'il s'était abonné à Internet et payait son abonnement depuis

plusieurs mois, mais n'avait pas pour autant de connexion. Tous ses appels à la compagnie de télécommunication étaient restés sans effet. Il a évoqué ses problèmes avec l'un de ses amis travaillant pour la télévision publique et le problème a été réglé. Des journalistes sans accréditation réussissent tout de même à se faire admettre aux conférences de presse officielles uniquement parce qu'ils disposent d'un réseau personnel étendu.

Les réactions du pouvoir sont souvent incompréhensibles. Tel média pourtant présent sur le terrain à Andijan et ayant témoigné en direct de ce qui s'y passait a eu la surprise d'être félicité par le pouvoir pour sa couverture « objective ». La *Deutsche Welle*, média public d'un pays, l'Allemagne, favorable à l'assouplissement des sanctions contre l'Ouzbékistan, a fait l'objet d'une chasse aux sorcières. Un journaliste, témoin direct des événements d'Andijan et qui en avait rendu compte, avait été dénoncé publiquement dans les médias publics comme un « ennemi du régime ». Revenu à Tachkent, il a vécu quatre mois dans la peur, attendant chaque nuit que l'on vienne l'arrêter. "Pourtant, dit-il, ils ne sont pas venus."

Les rivalités internes au pouvoir peuvent parfois expliquer cette imprévisibilité. Un article délicat et critique, par exemple, peut être possible et même encouragé par un responsable politique, parce qu'il est nuisible à un rival.

D'Andijan à l'élection présidentielle, un verrouillage parachevé

« Avant Andijan, on était surveillés, on le savait, on repérait ceux qui étaient chargés de nous, et chacun faisait comme si de rien n'était. Depuis, les relations sont plus dures. On a reçu des appels menaçants, certains ont été passés à tabac », confie un journaliste. Les pressions sur la société civile se sont accentuées. En octobre 2005, les autorités ont tout particulièrement pris pour cibles la presse locale indépendante et les médias occidentaux présents dans le pays, mais aussi les défenseurs des droits de l'homme. La *BBC* a dû fermer son bureau. Deux mois plus tard, *Radio Free Europe* a été contrainte à la même décision. Mais la dérive autoritaire était enclenchée depuis longtemps. En avril 2005, par exemple, Sabirjon Yakubov du journal ouzbek *Hurriyat* avait été arrêté et allait passer un an en prison, avant d'être libéré sans jamais avoir été jugé. Les événements d'Andijan n'ont fait que fournir aux autorités le prétexte dont elles avaient besoin.

A l'approche de l'élection présidentielle du 23 décembre 2007, le contrôle sur la collecte et la distribution de l'information s'est renforcé. La surveillance et les pressions se sont accentuées. En 2007, les attaques se sont concentrées sur des collaborateurs locaux de la *Deutsche Welle*, dont certains ont risqué jusqu'à dix ans de prison, pour « diffamation du Président » et « diffamation de la République d'Ouzbékistan », avant d'être finalement amnistiés. Tous les journalistes ouzbeks l'ont pris comme un message à l'approche de l'élection. Le contenu de la presse locale a changé. « Plus un seul journal ne publie d'histoires critiques. Tous doivent se contenter d'informations positives. Il n'y a plus de criminels, même plus d'accidents de la route. C'est " News from Paradise " », raconte un jeune journaliste ouzbek.

Pour renforcer encore ce contrôle, Beruni Alimov, un membre des services spéciaux employé par le service de presse du Président, a été nommé au centre de presse de la Commission électorale centrale. Son rôle est de s'assurer que tout se passe conformément aux souhaits du chef de l'Etat.

Les journaux télévisés des chaînes publiques ne font pas état du moindre mécontentement, encore moins des revendications de la population. Ils ne sont qu'une suite ininterrompue de célébrations, d'inaugurations, de succès. En revanche, l'actualité internationale n'est mentionnée, elle, que sous un jour négatif : incendies à Malibu, accident routier en Pologne, émeutes en France. La dépêche de l'agence *Press-uz.info* présentant la liste des candidats autorisés par la Commission électorale centrale à se présenter à l'élection, publiée le 19 novembre, a été reprise mot pour mot, dans le journal du soir d'une des chaînes de télévision publiques... trois jours plus tard.

Des médias indépendants tolérés mais impuissants

De l'avis de la plupart des journalistes indépendants, les autorités les tolèrent parce qu'ils n'ont qu'une faible influence sur la population ouzbèke trop occupée à gagner le peu de *sums* (monnaie locale) qui lui permettra d'assurer son quotidien. L'économie s'est enfoncée dans un marasme renforcé encore par l'isolement du pays. La société régresse. Les rues du centre de Tachkent sont désertes dès huit heures du soir. Les billards et les motos y ont été interdits. Les lieux publics sont peu fréquentés. Sur les marchés, se vendent des boulons, des écrous, des canalisations récupérées, des paires de chaussures usagées. Les conducteurs des voitures particulières qui servent de taxi ont presque tous un autre emploi. Le salaire moyen dans le pays est de 70 000 *sums* par mois (environ 35 euros). De la libéralisation annoncée au début de la décennie quatre-vingt-dix, ne subsiste que le souvenir de belles paroles promettant une vie meilleure. « Près de 50 % de la population a moins de quinze ans. Elle ne connaît que Timur [souverain et conquérant du 14^e siècle, devenu l'icône nationale] et Karimov. Il n'y a plus d'éducation digne de ce nom. Les étudiants doivent interrompre leurs études pour prendre part à la récolte du coton, notre ancien "or blanc" », critique un journaliste.

Les médias en Ouzbékistan

L'Ouzbékistan compte plus de 900 journaux et magazines (dont 50 % sont détenus par l'Etat) et une centaine de radios et de télévisions. Environ 60 à 70 % d'entre elles n'ont pas de programmes propres et retransmettent ceux d'autres chaînes, en particulier russes. Il existe quatre agences de presse (dont trois étatiques). Aucun organe de presse n'a de ligne éditoriale critique. Il n'existe plus de média indépendant dans le pays.

L'agence nationale d'information *UzA* (www.uza.uz/ru/) et la radio-télévision nationale (www.mtrk.uz/, dont *Radio Tashkent International*, qui émet en ouzbek et en onze langues étrangères) sont parmi les médias les plus importants. Mais aussi le quotidien *Pravda Vostoka*, plus ancien journal à ce jour, organe du cabinet des ministres et du Parlement (www.pv.uz) et *Narodnoe Slovo*, organe du parlement (<http://narodnoeslovo.uz>), fondé à l'initiative du président Karimov. Le quotidien *Uzbekistan Today*, créé en septembre 2006 et publié en anglais et en russe, est le principal soutien du président Karimov à l'étranger. Il est directement contrôlé par l'administration présidentielle (www.ut.uz). L'hebdomadaire *Delovoi Partner Uzbekistana* a été créé par le ministère des Relations économiques extérieures, du commerce et de l'investissement et par une compagnie appartenant à la fille aînée du président, Gulnara Karimova (<http://dp.uz>).

L'agence de presse *Press-Uz.info*, officiellement fondée par la faculté de journalisme de l'Université des langues étrangères de Tachkent est en réalité contrôlée par l'administration présidentielle et notamment par le Service de sécurité nationale (SNB). La seule agence de presse privée, *Turkiston-Press*, a été fondée en 1998 à l'initiative du président Islam Karimov et reste contrôlée par l'Etat au travers d'entreprises publiques et de liens personnels (<http://turkiston-press.uz>). L'agence de presse *Jahon* appartient au ministère de l'Intérieur (<http://jahon.mfa.uz/>).

Affairisme et clientélisme accompagnent la chape de plomb qui pèse sur la société ouzbèke. « Si l'un d'entre nous accusait un homme d'affaires de corruption, deux semaines plus tard, les gens auraient oublié. Ce serait naïf de croire que nous avons vraiment une influence. Les gens ne nous lisent pas. La plupart ne parlent même pas russe. Et ceux qui ont un ordinateur chez eux savent déjà tout ce qu'il y a à savoir », constate amèrement un reporter.

Un autre tempère en affirmant que la population n'est pas dupe : « J'ai réalisé une série de reportages consacrés aux problèmes d'accès à l'eau en Asie centrale. C'est une thématique cruciale pour la région. Cela m'a montré que les gens savent très bien que le pouvoir les manipule et ils s'en protègent. Quand un journaliste d'un média officiel leur pose des questions, ils font une réponse adaptée. Quand ils sont interrogés par un média étranger, ils peuvent dire la vérité. Le gouvernement joue des rumeurs et de la communication depuis si longtemps qu'aujourd'hui, lorsque quelqu'un fait l'objet de critiques dans les médias officiels, c'est à ce moment-là que nous, nous commençons à en penser du bien . »

Cette manipulation des médias officiels a largement contribué à la perte de prestige de la profession de journaliste. « Les jeunes ne se tournent plus vers elle. Ceux dont l'éducation remonte à l'époque soviétique et qui se rappellent la perestroïka ont encore de l'estime pour ce métier, mais ceux qui sont nés après, non. Le journalisme politique ne les intéresse pas et ils n'en comprennent pas la logique. Pour eux, chaque journal est l'organe de communication d'une structure ou d'une institution », déplore un journaliste chevronné.

« Notre travail est vu comme de la contre-propagande, témoigne un journaliste. Les gens ont plus confiance dans les médias russes, qui pour eux ne sont ni vendus à l'Occident, ni complices du pouvoir. *NTV* notamment avait diffusé un reportage très dur sur Andijan, juste après les événements. Après quoi elle n'a plus été accessible. L'anti-américanisme et la méfiance vis-à-vis de l'Occident sont des sentiments très répandus. » Pour restaurer la confiance dans le journalisme, « il suffirait pourtant que la majorité des journalistes décrivent et présentent la réalité du pays », précise un de ses confrères.

Aucune évolution rapide n'est attendue par les personnes interrogées. Pour l'heure, analyse un éditorialiste étranger spécialiste de l'Asie centrale, « Islam Karimov n'a pour programme que la défense de ses intérêts. Les sanctions, il n'en a rien à faire ou presque. L'Iran achètera toujours de l'or et du gaz. L'économie ouzbèke, et c'est ce qui l'intéresse, n'est pas du tout intégrée au monde. C'est la faiblesse de l'Ouzbékistan et la force du pouvoir. »